

COMMENT LE REP COMBAT LES INÉGALITÉS

À la prochaine rentrée, le Réseau d'enseignement prioritaire se composera de quatorze établissements. Témoignages de plusieurs acteurs qui, les premiers, ont mis en œuvre ce projet à Onex en 2006. PAR FRÉDÉRIC RICHARD

UN PREMIER PARTENARIAT

En février dernier, le Conseil d'Etat et le Conseil administratif de la Ville d'Onex ont signé la première déclaration de partenariat, qui coordonne, en dehors de l'école, des actions concertées entre l'Etat et les communes. Elle concerne, par exemple, l'acquisition de certains bâtiments situés dans cette commune, l'encouragement à l'accès à la culture (spectacles onésiens) et à l'accès aux transports publics pour ces élèves. D'autres déclarations de partenariat vont suivre avec les Villes de Lancy, Genève, Meyrin, Vernier et Carouge.

Pour en savoir plus:
www.geneve.ch/enseignement_primaire/rep/partenariat.asp

LANCÉ À L'AUTOMNE 2006, le projet de Réseau d'enseignement prioritaire (REP) sera entièrement opérationnel le 25 août 2008. Le jour de la prochaine rentrée des classes, il comprendra quatorze établissements, soit sept de plus qu'actuellement. Dès lors, tous les établissements qui remplissent aujourd'hui les critères pour en faire partie seront intégrés, souligne Bernard Riedweg, responsable du projet, au nom de la direction générale de l'Enseignement primaire. Plusieurs indicateurs et témoignages permettent aujourd'hui de mesurer le chemin parcouru depuis la création du REP.

Lorsqu'elle évoque le climat de travail qui prédominait à l'école des Tattes, à Onex, avant son intégration dans le REP, Ariane Denonfoux parle de tensions. L'actuelle directrice de l'établissement qui regroupe son ancienne école et celle de Gros-Chêne fait état de divergences sur la manière d'enseigner à des élèves issus majoritairement d'un milieu socio-économique défavorisé. «Nous n'étions pas entendus, pas écoutés», affirme Catherine Pellaton. Pour cette enseignante qui travaille depuis 11 ans à l'école des Tattes, trouver une solution pour rétablir un climat de travail favorable était devenu «une question de survie». Aujourd'hui, le pouls de cette école a retrouvé un rythme plus stable. «On a des indices qui nous permettent de croire à une amélioration des apprentissages. Les enseignants ne tirent plus la sonnette d'alarme», ajoute Bernard Riedweg.

Pour parvenir à cette amélioration des conditions d'apprentissage et du climat de travail, Bernard Riedweg évoque, notamment, la «trilogie» qui caractérise le REP: baisse des effectifs dans les classes, présence d'un éducateur (*lire l'article «Madame Soucis et ses 420 élèves» en page 08*) dans l'établissement et nomination d'une direction d'établissement (*lire également l'article consacré aux directeurs d'établissement p. 12*). «Le fait

d'avoir 18 élèves, en moyenne, par classe est sans doute l'effet le plus positif et perceptible parmi les mesures qui ont été adoptées», confirme Catherine Pellaton. «On a développé un sentiment d'appartenance à l'école. Aussi bien pour le personnel qui y travaille que pour les élèves. Et un climat de travail favorable constitue sans aucun doute la base du succès pour l'apprentissage», estime Ariane Denonfoux.

Disponibilité, proximité, complémentarité

L'une de clés de la réussite est sans nul doute à rechercher à travers la disponibilité et la complémentarité de ses acteurs, constitutifs d'un véritable réseau. Les parents et les élèves, comme les professionnels de l'école eux-mêmes, en bénéficient. «Ici, j'ai même eu la visite d'un parent sourd-muet», témoigne Ariane Denonfoux. «C'est magique! On est là aussi pour lui, alors qu'ailleurs il ne se serait peut-être pas déplacé jusqu'au bureau de l'inspecteur.» La directrice de l'établissement des Tattes/Gros-Chêne illustre parfaitement les avantages de cette proximité: «Actuellement, les inspecteurs interviennent le plus souvent dans les écoles pour éteindre l'incendie. En étant sur place, je peux agir dès que je vois une personne avec une allumette à la main.»

L'instauration d'une structure qui comprend une direction, un éducateur, des enseignants spécialisés et des généralistes non titulaires (GNT) facilite le travail des enseignants au quotidien. Même si elle ne résout pas tout, précise Catherine Pellaton. «C'est toutefois précieux, car l'enseignant devait tout gérer par le passé.» Ariane Denonfoux ne dit pas le contraire lorsqu'elle souligne que cette structure recadre les responsabilités et les tâches des enseignants. Bernard Riedweg le résume parfaitement en affirmant que l'éducateur apprend les comportements sociaux, la direction est garante du cadre et de l'autorité et l'enseignant peut se recentrer sur sa tâche d'enseignement: «Il y a une ►

A droite:
Dans l'établissement des Tattes/
Gros-Chêne, élèves et personnel
ont développé un sentiment
d'appartenance à l'école.

PHOTO: J.-P. MORIER



**L'ORIGINE DU REP**

Le Réseau d'enseignement prioritaire a été créé pour favoriser l'égalité des chances en matière de réussite scolaire. Le premier établissement à en faire partie, sous la forme d'un projet pilote lancé en 2006, est celui des Tattes/Gros-Chêne, à Onex. Le REP offre des prestations spécifiques aux écoles de l'enseignement primaire qui en font partie pour que leurs élèves acquièrent les savoirs indispensables à leur vie future, quel que soit l'origine de leur milieu socioéconomique. Ces prestations spécifiques se traduisent, notamment, par un taux d'encadrement par élève supérieur à la moyenne et la présence d'un-e éducateur-trice au sein de l'école. De multiples études dans de nombreux pays occidentaux ont mis en évidence une corrélation entre les résultats scolaires des élèves et l'environnement socioéconomique auquel ils sont confrontés.

► complémentarité entre deux professions – l'éducateur et l'enseignant – qui poursuivent un même but.»

L'école plutôt que les vacances

Résumer les principaux bénéfices du REP aux seuls membres du personnel éducatif consisterait à prendre un raccourci. Enseignante spécialisée depuis plus de 30 ans, Catherine Deville – à l'école des Tattes depuis une année – se félicite des relais et de la rapidité d'intervention qui se sont développés à travers le REP. «Lorsqu'un élève est confronté à un problème, nous pouvons l'orienter immédiatement auprès de la bonne personne. En déchargeant les enfants de leurs soucis, on devrait, en théorie, leur libérer la tête et le cœur pour apprendre!»

Conséquence, les enfants qui fréquentent l'établissement des Tattes s'investissent plus que d'autres et n'ont pas perdu leur motivation envers l'école, prétend Catherine Deville. «Ils ont confiance en l'école et en l'adulte.» Le cadre scolaire les rassure, les enseignants les guident et certains enfants sont soulagés de quitter une maison où ils portent des responsabilités trop lourdes, estime Catherine Pellaton. Même les vacances ne les réjouissent plus! «Lorsqu'elles approchent, certains sont de mauvaise humeur!», constate Catherine Deville.

«La présence d'un éducateur au sein de l'école a changé ma vie» Une enseignante

Cette confiance envers l'école se renforce aussi chez les parents, qui bénéficient désormais de la présence d'un éducateur. Un véritable relais entre l'école et les familles. «L'éducateur est une tierce personne, un médiateur pour des parents qui se sentent intimidés par l'école», résume Bernard Riedweg. «Les parents cernent désormais mieux le rôle de chacun et savent qui fait quoi au sein de l'école», renchérit Ariane Denonfoux.

Le DIP tisse sa toile

Depuis sa création, le REP a poursuivi son développement au fil des mois même si son objectif – favoriser l'égalité des chances en matière de réussite scolaire – n'est de loin pas encore atteint, prévient Bernard Riedweg. «Actuellement, nous sommes dans l'euphorie des débuts. Nous devons pérenniser ce projet pour qu'il demeure «porteur» et «porté». Je peux compter sur les services de l'enseignement primaire qui œuvrent ensemble à

la réussite du projet.» Et pour y parvenir, comme le fait remarquer Catherine Deville, l'école devra toujours davantage travailler en réseau, ce qui est déjà le cas de cette enseignante: «L'école n'est qu'un support à l'intégration. Elle ne fait que déclencher un processus.»

Comme l'araignée qui tisse sa toile, le DIP cherche désormais à agir autour de l'école en impliquant ses partenaires. En février dernier, le Conseil d'Etat a ainsi signé une déclaration de partenariat entre la République et Canton de Genève et le Conseil administratif de la Ville d'Onex. Celle-ci prévoit que l'Etat favorisera l'acquisition de certains bâtiments situés dans cette commune, notamment par les Fondations immobilières de droit public et par les moyens permis par la loi pour la construction de logements d'utilité publique. «Parce que les communes suburbaines se caractérisent par une forme d'habitat qui joue un rôle en matière d'intégration», a rappelé à cette occasion Mark Muller, Conseiller d'Etat en charge des constructions et technologies de l'information.

Mais ce n'est pas tout. La commune d'Onex favorisera également l'accès à la culture (spectacles onésiens) et l'utilisation des transports publics pour ces élèves. «Il y a une réelle volonté des autorités de mettre davantage de moyens dans ce type d'établissement», se félicite Bernard Riedweg. A terme, d'autres partenariats devraient suivre avec les Villes de Lancy, Genève, Meyrin, Vernier et Carouge, puis, progressivement, avec les communes dont les établissements intégreront le REP. «Il y a de plus en plus de familles en difficulté. La réussite d'un tel projet passe par une extension du nombre de ses partenaires», confirme Catherine Pellaton.

Bernard Riedweg abonde et ajoute que d'autres efforts doivent être également poursuivis à l'intérieur de l'école: en maintenant des exigences d'apprentissage fortes; en améliorant le suivi et la formation du personnel qui y travaille; en permettant aux parents de mieux comprendre le fonctionnement de l'école, par exemple à travers un accompagnement aux devoirs de leur enfant. Le chef de projet du REP évoque même une certaine autonomie financière pour les établissements.

Pour Ariane Denonfoux, le renforcement des activités parascolaires et périscolaires constituent une priorité. «Nous en sommes aux balbutiements, mais les grandes bases de ce projet sont jetées.» Actuellement, l'établissement des Tattes/Gros-Chêne a choisi de mettre des GNT à disposition des classes de la division élémentaire. Histoire de «traiter le mal» – les difficultés d'apprentissage de la lecture – à la racine. Mais peut-être faudrait-il bénéficier d'un

UN ENGAGEMENT POUR TROIS ANS

Deux critères sont déterminants pour qu'une école puisse entrer dans le REP:

- plus de 55% des parents d'élèves doivent être issus de catégories socioprofessionnelles défavorisées (professions peu qualifiées, chômeurs, statut précaire, etc.)
- l'ensemble de l'équipe enseignante doit s'engager dans le projet pour une durée de trois ans. Au terme de ces trois ans, un bilan est établi pour déterminer si l'établissement reste membre du REP ou s'il le quitte.



L'École de Pâquis-Centre fait partie du REP depuis la rentrée des classes 2007.

appui régulier également au niveau de la division moyenne, s'interroge sa directrice. Pour sa part, Catherine Pellaton considère que chacun doit encore mieux prendre ses marques au sein de cette nouvelle structure et que la répartition entre les enseignants expérimentés et les autres doit être plus équilibrée.

Car, paradoxalement, 50% des enseignants qui travaillent aux Tattes sont âgés de moins de 30 ans. Les plus de 45 ans (30%) sont en revanche présents dans cette école d'Onex depuis plus de dix ans. «Les jeunes amènent du dynamisme et de l'enthousiasme. Les enseignants plus âgés leur expérience. Ce mélange est important», affirme Ariane Denonfoux.

Miroir de la réalité

Si la directrice a engagé six enseignants qui venaient d'achever leur formation en 2006, elle constate que celles et ceux qui postulent aujourd'hui sont âgés de plus de 40 ans! «Il y a un vrai défi à travailler ici, et un esprit d'équipe fort», souligne-t-elle. «La présence d'un éducateur au sein de l'école a changé ma vie», a même affirmé une enseignante à Bernard Riedweg! Des conditions de travail spécifiques que Catherine Pellaton juge pourtant indispensables à la réussite du projet: «Il

est normal de bénéficier de moyens supplémentaires compte tenu du contexte dans lequel nous travaillons.»

Car l'énergie investie dans ce type d'établissement pour obtenir un résultat est plus grande qu'ailleurs, ajoute Catherine Pellaton. Alors que les exigences sont les mêmes que dans les autres écoles. «Si tel n'était pas le cas, nous aurions une école à deux vitesses», avertit Ariane Denonfoux. Un fonctionnement que l'on retrouve pourtant dans notre société...

Augmentation de la paupérisation, progression du taux de chômage et accroissement des inégalités sociales: les principaux indicateurs socioéconomiques ne permettent en effet pas d'entrevoir la fin du REP dans un proche avenir. Pour Bernard Riedweg, «il est utopique d'imaginer la fin du REP au cours des dix prochaines années. Mais penser que les différences s'estompent entre les plus défavorisés et les autres semble plus réaliste.» Et si des établissements doivent encore venir grossir les rangs du REP au cours des prochaines années, il ne s'agira que d'une sonnette d'alarme supplémentaire pour le politique. «Le REP n'est que le miroir de la réalité sociale dans laquelle nous vivons», conclut Ariane Denonfoux. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

www.geneve.ch/enseignement_primaire/rep/